



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires
et de la mer du Finistère
Service d'économie agricole**

Affaire suivie par : Mme Manon LE BERRE
Tél : 02.98.76.50.67
Mél : ddtm-cdpenaf@finistere.gouv.fr

Le directeur départemental
à
Monsieur le Maire de Poullaouen

Objet : Projet arrêté du plan local d'urbanisme de la commune de Poullaouen – Consultation de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF)

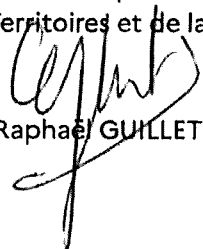
Monsieur le Maire,

Vous avez sollicité l'avis de la CDPENAF du Finistère sur le projet arrêté du plan local d'urbanisme de la commune de Poullaouen.

Vous voudrez bien trouver ci-joint l'avis rendu par la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers lors de la séance du 12 février 2026.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur départemental
des Territoires et de la Mer


Raphaël GUILLET

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA
PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES
ET FORESTIERS (CDPENAF)**

Réunion du 12 février 2026

Projet arrêté du plan local d'urbanisme de la commune de Poullaouen.

I. Caractéristiques du territoire dans le projet de PLU :

- Les zones agricoles (A) couvrent 5 596,025 hectares soit 63 % de la superficie de la commune.
- Les zones naturelles (N) couvrent 3 194,498 hectares soit 36 % de la superficie de la commune.

L'activité agricole est présente dans la commune avec 73 d'exploitations agricoles et une surface agricole utile, en 2020, de 5 855 hectares couvrant 66 % du territoire communal.

II. Analyse des extensions des habitations existantes et annexes en zones agricole et naturelle

Conformément à l'article L.151-12 du Code de l'urbanisme, le projet de PLU de Poullaouen autorise, en zones A et N, l'extension des habitations existantes et la création d'annexes.

Le règlement, conforme au modèle validé par la CDPENAF en 2016, limite les extensions aux logements de plus de 60 m², dans la limite de 30 % de l'emprise existante ou 40 m² maximum.

En zone A, les annexes sont plafonnées à 50 m² au total et doivent être situées à moins de 20 mètres de l'habitation principale.

Il est proposé d'émettre un avis favorable aux dispositions du règlement écrit des zones A et N. La commission suit cet **avis favorable** à l'unanimité.

Nombre de votants : 14

Nombre d'abstention : 0

Nombre d'avis favorables : 14

Nombre d'avis défavorable : 0

III. Les secteurs de taille et de capacité limitées (STECAL)

L'article L.151-13 du Code de l'urbanisme permet de délimiter, à titre exceptionnel, des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées en zones agricole ou naturelle.

Le projet de révision du PLU délimite un STECAL au sein de la zone naturelle, identifié par le sous-zonage N1 qui correspond à une vocation de loisirs. Ce STECAL couvre une superficie de 6,64 ha. Ce secteur est occupé par un centre de vacances du CCAS. La création de ce sous-zonage a pour objectif de reconnaître et d'encadrer un usage existant à vocation d'accueil collectif.

Le règlement du zonage NI autorise les constructions, installations et aménagements dans une limite totale de 250 m² d'emprise au sol. En outre, le règlement écrit protège les boisements et haies périphériques.

Les possibilités de constructibilité sont limitées au regard de la surface de la zone et n'auront vraisemblablement pas d'impact sur les espaces naturels et agricoles.

Il est proposé à la commission d'émettre un avis favorable sur ce STECAL. La commission suit cet **avis favorable** à l'unanimité.

Nombre de votants : 14
Nombre d'avis favorables : 14

Nombre d'abstention : 0
Nombre d'avis défavorable : 0

IV. Bâtiments susceptibles de changer de destination

L'article L.151-11 du Code de l'urbanisme désigne « les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site ».

Un bâtiment est étoilé au règlement graphique. Toutefois, il n'a pas fait l'objet d'une fiche descriptive.

Le dossier devra être complété par une fiche descriptive du bâtiment étoilé. Sur la base de cette remarque et conformément à l'avis proposé par le rapporteur, la commission émet un **avis favorable**.

Nombre de votants : 14
Nombre d'avis favorables : 14

Nombre d'abstention : 0
Nombre d'avis défavorable : 0

Le 19/02/2026

Le chef du service économie agricole
Yannick CORNEC

